



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

02/10/2025

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 247 du 02 octobre 2025



Luttes

Les manifestations à l'appel de l'intersyndicale ont été bien suivies dans de nombreux départements, preuve que la colère est profonde et entend s'exprimer dans la grève et dans la rue. Ainsi, le 2 octobre, des centaines de milliers de travailleurs ont avec persévérance et combativité montré qu'ils n'étaient pas dûpe des manoeuvres politiques en cours et des objectifs du pouvoir et du patronat d'imposer une cure d'austérité XXL aux salariés. Dans des cortèges combatifs, il y avait aussi beaucoup de jeunes tout particulièrement porteurs des exigences de cessez le feu en Palestine et de soutien à la lutte de libération du peuple palestinien.

Comme nous le soulignons depuis des semaines, il est grand temps que la CGT prenne la tête du combat en fixant aux travailleurs un cap revendicatif clair s'appuyant sur la grève pour que le rapport de force et le *tempo* des luttes imposent des reculs réels au patronat et au pouvoir.

Énergie

En reconduction de mouvement social depuis la rentrée de septembre, la CGT de l'énergie (FNME) a redéposé un préavis de grève pour le mois d'octobre dans le cadre de la mobilisation pour l'ouverture de négociation au sujet de la grille de rémunération.

Les principales revendications portées par la CGT sont :

- La réévaluation de la grille de 9% (par l'alignement du bas de la grille sur le SMIC) ;
- La création de 2 nouveaux échelons d'ancienneté (décalage du départ à la retraite) ;
- Mise en place de l'échelle mobile des salaires ;
- L'adoption d'un minimum retraite avec un plancher au SMIC CGT (2000 €) ;

- La non application de la TVA à 20% sur les abonnements (prévus dans la loi de finance) et la baisse de la TVA à 5,5% sur les consommations de gaz et d'électricité.

La CGT mène seule cette mobilisation et a déjà obtenu l'ouverture de négociation. Les autres OS se tiennent à l'écart et ne mobilisent que les jours d'action inter confédérales.

Les salariés de l'industrie électrique et gazière sont mobilisés à l'appel de la CGT devant le site d'Elengy à Montoir-de-Bretagne en Loire-Atlantique depuis le 2 septembre

Cela fait cinq semaines que les salariés de l'industrie électrique et gazière sont en grève partout en France. Un mouvement bien suivi dans les Pays de la Loire.

Depuis le 2 septembre, en Loire-Atlantique notamment, les salariés grévistes se rassemblent devant le dépôt méthanier de Montoir-de-Bretagne avec la CGT mines énergies. Ce terminal méthanier est un site stratégique puisque c'est lui qui reçoit le gaz pour alimenter les points de stockage.

Parmi les revendications, une hausse du salaire de base, pour que leurs salaires suivent la hausse de l'inflation comme l'explique Zénon Carvenant, délégué syndical CGT à GRDF.

"Dans les industries éthiques et gazières, on a une grille salariale avec des échelons d'ancienneté notamment. Mais aujourd'hui, notre grille, débute 9 % en dessous du SMIC. Alors que dans les années 80, elle démarrait 20 % au-dessus du SMIC. Année après année, notre grille des salaires a été grignotée sur sa base et d'autant plus aujourd'hui à cause de l'inflation."

JTEKT-Toyota cède sa branche roulements au fonds d'investissement allemand AEQUITA !

JTEKT Bearings France est une filiale du groupe japonais JTEKT, lui-même filiale de Toyota, premier constructeur automobile mondial. Elle regroupe deux sites, un à Vierzon (Cher) et un à Maromme (Seine-Maritime), 270 salariés produisent surtout pour l'automobile (roulements de colonne de direction) et l'aéronautique.

Depuis plusieurs années, JTEKT rencontre des difficultés liées à la baisse de la production d'automobiles. La stratégie suivie depuis la fin des années 2010 par JTEKT consiste à réduire le prix de la force de travail en jouant sur l'emploi et les salaires, avec des délocalisations en Europe de l'Est et au Maroc.

En octobre, la direction a annoncé la recherche de nouveaux partenaires et/ou investisseurs laissant présager que JTEKT cherchait à se séparer des sites de roulements en Europe ? En novembre, elle a confirmé la vente de la branche.

Ainsi, huit mois après, la direction a annoncé céder l'usine vierzonnaise Koyo-Jtekt au fonds d'investissement allemand, *Aequita*^L, qui reprend les activités de roulements à aiguilles en Europe de JTEKT Vierzon, Maromme (Seine-Maritime) et deux usines en Allemagne et République tchèque (100 millions d'euros de chiffre d'affaires cumulés, 1.000 salariés). Aequita annonce vouloir moins dépendre du secteur automobile et s'orienter plus vers l'aérospatiale et la défense. L'usine Koyo-Jtekt, à Vierzon, arbore désormais le nom de Durkopp.

Selon le journal *Berry Républicain* : *"Le démantèlement du groupe JTEKT semble engagé en France. Jusqu'où ira JTEKT-Toyota ? La partie du groupe spécialisée sur les systèmes de direction fera-t-elle partie du démantèlement ? La question est posée d'autant qu'elle est très fragilisée par la dernière restructuration qui a marqué les usines de Dijon et Irigny avec la suppression massive d'emplois industriels."*

Une grève chez le numéro un mondial du café à Andrézieux-Bouthéon

Depuis le 23 septembre, 200 ouvriers de l'usine JDE Peet's sont en grève. Ils réclament 250 euros d'augmentation mensuels, justifié par les bénéfices records réalisés par l'entreprise.

Depuis, les capsules de café *L'or* ou *Senseo* ne sortent presque plus de l'usine d'Andrézieux-Bouthéon. 200 salariés sur les 350 que compte l'entreprise, sont en grève. Ils réclament au leader mondial du café et du thé une augmentation de 250 euros bruts mensuels à un groupe ayant engrangé des bénéfices records de 442 millions d'euros au cours des six derniers mois.

"250 euros, on a fait les calculs, ça représente 0,2% des bénéfices et 0,16% de la masse salariale du groupe. Des miettes par rapport aux bénéfices astronomiques" explique le représentant CGT, Mihoub Chikh. La direction leur a proposé 1000 euros d'amendement sur l'accord d'intéressement. Une proposition rejetée, car jugée dérisoire. Les organisations syndicales se disent prêtes à continuer la grève jusqu'à obtenir ces 250 euros par mois.

Remboursement possible à la baisse des cures : "Le curiste est une proie facile" dénonce les Thermes d'Auvergne

Un projet de décret va être soumis cette semaine au conseil de la Caisse nationale d'assurance maladie. Il prévoit de mettre fin au remboursement intégral des cures pour les patients atteints d'affections longue durée. Pour ces patients, les cures ne seraient plus remboursées qu'à hauteur de 65%, et ce, dès le 1er février 2026. Rappelons que

le budget des cures thermales en France est de 200 millions d'euros pour la prise en charge. Le budget de l'Élysée est de 125 millions d'euros.

Les salariés du Parisien en grève contre un éventuel projet de vente du quotidien au groupe Bolloré

La rédaction du quotidien *Le Parisien/Aujourd'hui en France* a voté, jeudi 25 septembre, une grève jusqu'à vendredi 23 h 59 pour exprimer son opposition à : " un éventuel projet de vente du *Parisien* au groupe Bolloré² et exiger 17 embauches en CDI", ont annoncé les syndicats à l'Agence France-Presse (AFP).

La grève a été votée par 187 salariés, soit 72,5 % des 258 participants à l'assemblée générale convoquée.

Le groupe Bolloré est une multinationale française spécialisée dans la logistique pétrolière, la communication, le divertissement et l'industrie. Il a dans son giron le groupe Canal+, qui comprend CNews . Il est aussi présent dans la presse écrite et radio via le numéro un du secteur des magazines, Prisma Media (*Voici, Capital, Femme actuelle...*) et via Lagardère (Europe 1, *Journal du dimanche...*). Bolloré qui est une des plus grandes fortunes de France est vent debout contre toute taxation du capital et de la fortune. Ces organes de presse, de radio et de télé s'emploient à défendre les intérêts capitalistes. Une partie de ces actifs est mise directement au service des idées et parfois des partis politiques d'extrême-droite, enjambant la frontière entre le politique et l'économique³.

Après Poissy, l'usine Stellantis de Mulhouse va aussi être mise à l'arrêt temporairement

Le groupe Stellantis a annoncé, mardi 30 septembre, la mise à l'arrêt temporaire de son usine de Mulhouse (Haut-Rhin), Le site sera fermé du 27 octobre au 2 novembre, a détaillé le constructeur, propriétaire entre autres des marques Peugeot, Citroën, Fiat et Opel. "Cette mesure touchera 2 000 des 4 700 salariés du site", précise encore Stellantis par le biais de son porte-parole, une partie des salariés travaillant "sur des activités de forge, fonderie et mécaniques pour l'ensemble des sites du groupe".

Le constructeur franco-italo-américain avait déjà annoncé, le 24 septembre, suspendre durant trois semaines en octobre l'activité du site de Poissy (Yvelines). L'usine d'Eisenach (Allemagne) va également fermer durant cinq jours et celles de Saragosse et Madrid (Espagne) durant sept et quatorze jours. Le site de Tychy (Pologne) sera à l'arrêt durant neuf jours et celui de Pomigliano (Italie) fermera quinze jours.

FNIC-CGT contre la répression syndicale

La FNIC-CGT appelle à une mobilisation le 28 octobre à Pau à 13h30 place marguerite Laborde, contre toute forme de répression syndicale et en soutien à Timothée Esprit et contre tout les réactionnaires en luttant classe contre classe. Dans un tract appelant à se rassemblement, la FNIC-CGT note : " *La répression syndicale contre les militants de la CGT va en s'accroissant dans une situation de radicalisation du patronat ! Pour faire plier la classe ouvrière et lui imposer son programme d'austérité à tous les étages, nos exploiters veulent se débarrasser des éléments les plus combattifs de notre camp pour transformer nos usines en casernes militaires. C'est ce qui se passe, entre autres, à TORAY comme dans tant d'autres entreprises (Sanofi, L'Oréal, etc.) qui abat sur la CGT de l'entreprise toutes les armes possibles pour la faire purement et simplement disparaître !*

LA VIE RÊVÉE DE NOS PATRONS : EXPLOITER LA CLASSE OUVRIÈRE DANS DES USINES ET DES ATELIERS SANS LES MILITANTS DE CLASSE QUE NOUS SOMMES À LA CGT ! Mais il y a un os dans les projets mortifères de nos exploiters... C'est qu'à la FNIC-CGT, et dans toute la CGT, nous ne laisserons aucun camarade, aucun syndicat, faire face, seul, à la répression. Nous serons présents et en force dès lors que l'un d'entre nous sera menacé ceci, nous l'assumons, est une menace envers nos adversaires de classe"

Solidarité Sanofi Maison Alfort

Depuis maintenant trois mois, les salariés de SANOFI MAISONS-ALFORT, organisés avec leur syndicat CGT, mènent une lutte exemplaire. Ils se battent contre la vente de leur outil de production, un site stratégique pour notre souveraineté sanitaire, à un fonds de pension. Face à la direction de Sanofi, qui préfère gaver les actionnaires plutôt que d'investir dans l'avenir, nos camarades ont choisi la seule voie qui paie : la lutte. Chaque jour, par des débrayages déterminés, ils construisent le rapport de force pour mettre fin à cette braderie.

Mais vous le savez, tenir tête au patronat a un coût. La direction compte sur l'épuisement financier des grévistes pour briser le mouvement. C'est là que notre solidarité de classe doit s'exprimer pleinement ! La grève est l'arme des travailleurs, et la solidarité nous permet de la faire durer. C'est pourquoi la FNIC-CGT appelle toutes ses syndicats à organiser activement la solidarité financière avec les camarades de SANOFI MAISONS-ALFORT. Comme toujours à la FNIC-CGT chaque euro de solidarité versé par nos syndicats sera doublé par la Fédération

"La grève est encore constitutionnelle" : un employé du groupe Adène menacé de licenciement

Une vingtaine de personnes se sont rassemblées mardi à Montpellier pour soutenir un syndicaliste menacé de licenciement. Membre de la CGT, il travaille depuis quatre ans en tant que livreur au sein du groupe Adène.

"Ce qui les sidère, c'est cinq grévistes le 10 septembre" assure Mohamed Yaqoubi, employé depuis quatre ans en tant que livreur au sein du groupe Adène, une entreprise associative dont le siège est à Euromédecine à Montpellier. Lors de la journée "Bloquons tout", et pour la première fois dans le groupe qui fait, entre autre, dans le soin et l'hospitalisation à domicile, Mohamed Yaqoubi n'était pas le seul à cesser le travail.

Pour la CGT qui a appelé à le soutenir devant le siège pendant l'entretien, le syndicaliste est coupable d'avoir diffusé "l'information du droit de grève à ses collègues". "Ils veulent effrayer mais je pense que ça ne marche pas trop" confirme Mohamed Yaqoubi en rappelant que les mêmes collègues ont fait grève le 18 septembre et qu'ils "parlent de faire grève le 2 octobre".

Nouveau coup de chaud à Soluroad Logistique à Amiens

Les salariés de l'entreprise Soluroad Logistique implantée dans la zone industrielle d'Amiens-Nord sont en grève depuis ce mercredi 1er octobre. Ils dénoncent les salaires insuffisants, la pénibilité du travail et un management toxique. Cette entreprise occupe l'ancien site de Good-Year. *" Le taux de gréviste est important, trop, c'est trop ! »*, résume Fabien Demeyer, délégué CGT. Les revendications sont multiples : une revalorisation salariale indexée sur l'inflation, mise en place de primes de pénibilité, 13e mois...), une amélioration des conditions de travail et une reconnaissance de la pénibilité (respect des temps de pause et de repos, sécurité renforcée sur tous les postes, charges lourdes...) et la fin d'un management décrit comme *« toxique et brutal »*. Le 26 août 2024, un salarié de 28 ans était décédé d'une crise cardiaque sur le parking de l'entreprise, occasionnant l'ouverture d'une enquête de l'inspection du travail. Les grévistes évoquaient déjà *« une trop grande pression »*.

Ferro Globe Monrichet : défendre l'industrie, l'emploi et l'environnement

Dans un communiqué de presse⁴ la FNIC-CGT alerte sur la situation de Ferro Globe :

Lors du comité social et économique central du 27 août 2025, la direction générale de Ferroglobe France a annoncé la mise en place d'activité partielle pour trois usines (Monrichet - 73, Anglefort - 01, Les Clavaux - 38) à partir d'octobre, pour une durée de trois mois renouvelables.

Cette décision fait suite à la pression exercée par la concurrence déloyale des producteurs chinois de silicium et de ferrosilicium, qui inondent le marché européen avec des prix artificiellement bas : 1500 € la tonne, contre environ 2000 € de coût de production pour les usines françaises. Il s'agit d'une véritable guerre commerciale sur un produit stratégique, essentiel à de nombreux secteurs : santé, aluminium, cellules photovoltaïques, batteries des véhicules électriques. La dépendance grandissante de l'Europe vis-à-vis de la Chine met en danger non seulement des centaines d'emplois qualifiés, mais aussi la souveraineté industrielle et la transition énergétique...

la CGT appelle à :

- renforcer immédiatement les mesures de protection contre le dumping,
- défendre et soutenir nos usines stratégiques de Monrichet, Anglefort et Les Clavaux,
- placer la relocalisation et la décarbonation au cœur des choix industriels et politiques,
- sécuriser les emplois et les compétences, par des investissements durables dans la formation et la transition industrielle.

Économie

Vers la fin de SFR ?

Altice, la maison-mère de SFR, se débat dans de grandes difficultés financières, héritage de la stratégie suicidaire de son patron Drahi, présenté encore hier par la presse bourgeoise comme un petit génie des affaires.

L'effet levier de la dette a des limites et avec 24 milliards d'euros (Md€) de dettes, Altice inquiétait ses créanciers qui ont demandé un plan de restructuration de cette dette. Altice devait en particulier déboursier 6 Md€ en 2027.

Finalement, un accord a été trouvé : 45% d'Altice est cédé aux créanciers (des fonds comme Black Rock, BNP Paribas, etc.) qui récupèrent en cash 2 Md€ (tirés de ventes d'actifs). La dette est réduite à 15 Md€. Mais les nouveaux actionnaires/créanciers somment Drahi (qui conserve 55% d'Altice) de vendre SFR, le fleuron du groupe avant fin 2027 sans quoi, il pourrait être évincé.

Aucune offre officielle n'a été rendue publique pour l'achat de SFR mais les autres opérateurs français (Bouygues, Orange, Free) semblent intéressés tout comme des opérateurs étrangers (le saoudien STC et l'émirati Etisalat). Sur les rangs, également des fonds d'investissement internationaux (l'incontournable Black Rock, KKR, etc.) et français (Ardian, InfraVia).

Il est très probable que les autorités politiques françaises s'immiscent dans le règlement de cette vente. Le gouvernement a déjà exprimé ses inquiétudes face à l'achat de SFR par des acteurs étrangers.

Malgré les discours lénifiants de leur Direction, les syndicats de SFR sont inquiets. Leur entreprise a perdu plus de 1,5 millions de clients ces deux dernières années, pour autant, l'entreprise a décidé de fermer 30 boutiques dans le

courant de l'été 2025 pour mettre en œuvre le tournant du 100% numérique. Ils estiment que la cession de l'entreprise (à un acteur financier ou à un concurrent) conduirait à une « boucherie sociale » avec 70% des quelque 8 000 salariés menacés de licenciement.

Immigration et exploitation

Si la droite et l'extrême-droite hystérisent le débat sur les questions de l'immigration, c'est que ces tenants du capitalisme ont un but précis : diviser les travailleurs pour le plus grand bénéfice des exploiters capitalistes. En faisant pression sur l'immigration, ils cachent soigneusement l'odieuse exploitation des travailleurs immigrés. Deux exemples récents confirment pleinement cette appréciation.

Transport routier et dumping

Dans l'édition du journal *Le Monde* des 28 et 29 septembre⁵, le journaliste Jules Thomas décrit avec précision le sort de chauffeurs routiers géorgiens licenciés par leur patrons et abandonnés purement et simplement sur une aire d'autoroute. Ces chauffeurs décrivent la situation qui leur a été faite par leurs patrons : de fausses promesses sur les salaires, les conditions de travail et le logement.

Recyclage

Dans le même ordre d'idée, des travailleurs sans papier ont porté leur litige devant le tribunal des prudhommes⁶. selon RFI : "Onze Marocains et Marocaines ont saisi la justice en France pour faire valoir leurs droits après avoir travaillé sans papiers et dans des conditions précaires pour un sous-traitant de grands groupes, notamment pendant la période du Covid-19. Une audience se tenait à Paris ce vendredi 26 septembre au conseil des prud'hommes, instance judiciaire dédiée au droit du travail." La décision des prud'hommes est attendue le 12 décembre prochain. Ali Chaligui, du syndicat CGT, qui accompagne les salariés depuis plusieurs années explique : " Cette sous-traitance a vocation à niveler les conditions de travail et les salaires vers le bas ". Pour lui, il faut donc aussi interroger la responsabilité des collectivités locales, qui délèguent le traitement des déchets à ces entreprises.

Solidarité internationale

Maroc : La jeunesse à l'avant-garde de la contestation

Depuis plusieurs jours, d'importantes manifestations se déroulent au Maroc. Elles sont largement dominées par les revendications sociales et animées par la jeunesse marocaine.

Les manifestants réclament le droit à la santé, à l'éducation, à un logement décent et à des emplois, dans un pays où le taux d'emploi est de 40 pour cent de la population active, et dans un pays où cinq millions de jeunes de moins de 35 ans n'ont ni emploi, ni formation professionnelle, ni stage en entreprise, ni place à l'école ou à l'université. Face à ces manifestations, la réaction du pouvoir est celle de la répression. Nous condamnons fermement la répression brutale exercée contre les jeunes femmes et hommes qui manifestent dans les rues de leur pays. Nous appelons également à la libération de toutes les personnes détenues à la suite du soulèvement de la jeunesse, ainsi que de tous les prisonniers politiques et d'opinion.

Le régime marocain n'est bon qu'à la répression, aux arrestations, à la terreur, à l'intimidation et à la politique du « diviser pour régner ». Il est totalement incapable d'apporter une solution, car son élite est une élite rentière, une bourgeoisie bien installée au pouvoir et qui en tire profit.

le Parlementarisme et toutes les façades présentées comme démocratiques, sont une mascarade dont personne ne se soucie plus. L'objectif est de renverser la corruption et la tyrannie, de faire du peuple la source du pouvoir et d'avoir le premier et le dernier mot. C'est pourquoi, notre parti révolutionnaire Communistes soutien la lutte du peuple marocain et de sa jeunesse pour la liberté et les droits sociaux.

Bosch, frappé de plein fouet par la crise de l'automobile, va supprimer 13 000 postes



Bosch a annoncé 13.000 nouvelles suppressions d'emplois d'ici 2030 visant son activité en Allemagne, face aux difficultés du secteur en Europe. Près de 3% des effectifs mondiaux sont concernés par ce plan, qui touche une division majeure devant réduire ses coûts de 2,5 milliards d'€ par an afin de sauvegarder sa compétitivité, indique le groupe.

Cela représente près de 10% des effectifs du groupe en Allemagne et va toucher plusieurs implantations et le siège de Stuttgart (sud-ouest). Elle vient en complément des 9.000 suppressions postes déjà annoncés depuis 2024, dont la moitié a été réalisée. Les constructeurs et fournisseurs automobiles en Allemagne subissent la baisse de la demande mondiale, l'augmentation des coûts et plus récemment la hausse des droits de douane américains.

D'autres grands équipementiers allemands, Continental, ZF et Schaeffler, annoncent aussi des milliers de suppressions de postes dans le monde. De même chez leurs grands clients allemands : le premier constructeur Volkswagen, prévoit 35.000 suppressions de postes en Allemagne, le géant des poids lourds Daimler Truck 5.000.

Roissy solidarité Palestine

COMMUNIQUÉ de l'UD-CGT 93

"Les travailleurs et travailleuses de Roissy CDG ne seront pas les complices du génocide à Gaza ! Depuis le début de semaine nous sommes alertés une nouvelle fois par nos réseaux militants, de la programmation de chargement ce vendredi, sur la plateforme aéroportuaire de Roissy Charles-de-Gaulle, d'équipements industriels destinés à l'entreprise israélienne Elbit System. Ces composants ont été produits en France.

Elbit System est le plus grand fabricant d'armes privé d'Israël. L'entreprise fournit près de 85% des drones et la plupart des équipements militaires terrestres utilisés par l'armée israélienne dans sa guerre génocidaire contre la population de Gaza et la colonisation de la Cisjordanie. Les salarié·es de la plateforme aéroportuaire de Roissy Charles-de-Gaulle refusent d'être complices du massacre des civils palestinien·es. Ils et elles refusent d'être complices d'un génocide.

Quelques jours après la reconnaissance par la France de l'État de Palestine à la tribune de l'ONU, il est grand temps que le président de la République et ses gouvernements successifs cessent leur double jeu. Il n'est pas possible de reconnaître les droits fondamentaux à l'autodétermination du peuple de Palestine et dans le même temps d'être les complices de l'extrême droite israélienne et du patronat mondial qui s'enrichit grâce à des crimes contre l'humanité.

La CGT, appelle les autorités administratives de la plateforme aéroportuaire à bien prendre la mesure de la gravité de la situation. La convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (traité de droit international signé par la France) commande à la France d'agir contre le génocide à Gaza et de refuser toute coopération avec les entités et responsables de tels crimes contre l'humanité. Le gouvernement doit enfin prendre ses responsabilités ! Nous exigeons donc du gouvernement et des entreprises du pays à ne prendre aucune initiative qui violerait la morale et l'éthique des salarié·es, ainsi que le droit international. La CGT étudie tous les recours et actions susceptibles de protéger l'intégrité des travailleurs et travailleuses, et de défendre nos engagements pour la justice et la paix.

Pas de livraison d'armes à Israël !

Stop au génocide"

[1 https://fr.investing.com/news/company-news/aequita-acquiert-lactivite-europeenne-de-roulements-a-aiguilles-de-jtekt-93CH-3031315](https://fr.investing.com/news/company-news/aequita-acquiert-lactivite-europeenne-de-roulements-a-aiguilles-de-jtekt-93CH-3031315)

[2 https://fr.wikipedia.org/wiki/Bollor%C3%A9](https://fr.wikipedia.org/wiki/Bollor%C3%A9)

[3 https://multinationales.org/fr/enquetes/le-systeme-bollor/la-machine-de-guerre-mediaticque-et-culturelle-de-vincent-bollor](https://multinationales.org/fr/enquetes/le-systeme-bollor/la-machine-de-guerre-mediaticque-et-culturelle-de-vincent-bollor)

[4 https://fnic-cgt.com/wp-content/uploads/2025/09/2025-25-09-Ferroglobe-Montricher-Defendons-CP.pdf](https://fnic-cgt.com/wp-content/uploads/2025/09/2025-25-09-Ferroglobe-Montricher-Defendons-CP.pdf)

[5 https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/09/27/trois-routiers-georgiens-licencies-et-livres-a-eux-memes-sur-des-aires-d-autoroute-un-nouvel-exemple-de-dumping-social-sur-les-routes-francaises_6643182_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/09/27/trois-routiers-georgiens-licencies-et-livres-a-eux-memes-sur-des-aires-d-autoroute-un-nouvel-exemple-de-dumping-social-sur-les-routes-francaises_6643182_3234.html)

[6 https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20250926-france-des-sans-papiers-assignent-aux-prud-hommes-des-multinationales-du-traitement-des-d%C3%A9chets](https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20250926-france-des-sans-papiers-assignent-aux-prud-hommes-des-multinationales-du-traitement-des-d%C3%A9chets)

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement

Devenez correspondant du résumé Ecosoc.

Envoyez nous les infos sur les luttes dans votre entreprise ou service